

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
6 place de la Pyrotechnie
CS 70004
18019 BOURGES

BOURGES, le 26 octobre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/10/2022

Contexte et constats

Publié sur 

ASTRADEC ENVIRONNEMENT

2 rue René Fontaine Zone industrielle
18400 Saint-Florent-sur-Cher

Références : Visite ICPE du 05/10/2022
Code AIOT : 0010005622

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/10/2022 dans l'établissement ASTRADEC ENVIRONNEMENT implanté 2 rue René Fontaine Zone industrielle 18400 Saint-Florent-sur-Cher. L'inspection a été annoncée le 10/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ASTRADEC ENVIRONNEMENT
- 2 rue René Fontaine Zone industrielle 18400 Saint-Florent-sur-Cher
- Code AIOT : 0010005622
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

Par courrier du 14 mars 2022, le préfet du Cher a pris acte du changement d'exploitant de l'installation, par la société Astradec. L'arrêté d'autorisation préfectoral du 11 octobre 2006 (modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 octobre 2012) est désormais opposable à la société Astradec pour l'exploitation du site de transit de déchets situé rue René Fontaine à Saint-Florent-sur-Cher.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- la prévention de la pollution de l'eau et des sols ;

- la prévention du risque incendie.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Isolement avec les milieux	Arrêté Préfectoral du 11/10/2006, article Art 4.2.4.2	/	Sans objet
4	ressources en eau et mousse	Arrêté Préfectoral du 11/10/2006, article 7.7.3.	/	Sans objet
7	Dispositions applicables aux réservoirs enterrés et aux équ...	Arrêté Préfectoral du 11/10/2006, article 8.1.3	/	Sans objet
8	Implantation et aménagement des installations (emplacement spécial)	Arrêté Préfectoral du 11/10/2006, article 8.1.1.4	/	Sans objet
9	Implantation et aménagements des installations (état des sols)	Arrêté Préfectoral du 11/10/2006, article 8.1.1.4	/	Sans objet
12	Situation administrative	Code de l'environnement du 05/10/2022, article L.513-1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Valeurs limites d'émission des eaux résiduelles après épuration	Arrêté Préfectoral du 11/10/2006, article 4.3.9.	/	Sans objet
2	Fréquence de la surveillance de la qualité des rejets	Arrêté Préfectoral du 11/10/2006, article Art 9.2.2.1	/	Sans objet
5	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 11/10/2006, article Art 7.7.2	/	Sans objet
6	Bassin de confinement	Arrêté Préfectoral du 11/10/2006, article 7.7.6.1	/	Sans objet
10	nature et origine des déchets	Arrêté Préfectoral du 11/10/2006, article Art 8.1.1.1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
11	Capacité des installations	Arrêté Préfectoral du 11/10/2006, article 8.1.1.2	/	Sans objet
13	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 11/10/2006, article 7.3.3.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires après épuration

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/2006, article 4.3.9.
Thème(s) : Risques chroniques, eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies. Référence du rejet vers le milieu récepteur : n°1 (Cf. repérage du rejet sous l'Article 4.3.5.) en mg/l: DBO5 100 DCO:300 Hydrocarbures totaux: 5 MES: 35 Plomb: 0.5 Cuivre: 0.5 Nickel: 0.5 Manganèse: 1 Zinc: 2 fer, aluminium et composés: 5
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Un prélèvement a été réalisé le 26 septembre 2022. L'analyse a été effectuée sur l'ensemble des paramètres requis par l'arrêté préfectoral; Les concentrations sont inférieures aux valeurs limites. Le rapport d'analyse fait état d'un prélèvement dans un bassin d'eaux pluviales. Or l'exploitant a indiqué en visite que le prélèvement a été réalisé dans un regard. L'exploitant demandera la rectification de cette information pour les prochaines analyses.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Fréquence de la surveillance de la qualité des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/2006, article Art 9.2.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Eaux pluviales issues du rejet vers le milieu récepteur : N°1 périodicité : annuelle.
Constats : Pas d'observation.
Observations : L'analyse des paramètres des rejets d'eaux pluviales a été réalisée le 26 septembre 2022, il s'agit de la première analyse effectuée par la société Astradec qui a repris l'exploitation du site depuis mars 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Isolement avec les milieux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/2006, article Art 4.2.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande, Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
Constats : L'exploitant n'est pas en mesure de montrer le bon fonctionnement du système permettant l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. L'entretien et la mise en fonctionnement de la vanne d'isolement ne sont pas définis par consigne, la vanne n'est pas clairement signalée.
Observations : Lors de l'inspection l'exploitant a manipulé la vanne de sectionnement manipulable localement. Il n'a cependant pas pu être vérifié visuellement du bon fonctionnement de cette vanne, les organes de coupure étant situés sous une plaque d'acier non manipulable. Il n'existe pas de consigne écrite relative à la manipulation et à l'entretien de cette vanne, et elle n'est pas signalée.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/2006, article 7.7.3.
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant doit s'assurer de la disponibilité des ressources en eau et en mousse en quantité suffisante pour faire face au scénario d'accident le plus pénalisant issu notamment de l'étude des dangers.</p> <p>En conséquence, l'exploitant s'assure de la disponibilité permanente :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'une réserve d'eau d'incendie de 300 m³ équipée d'une plate-forme d'aspiration de 32 m² (4 x 8), aménagée conformément à la circulaire n°465 du 10 décembre 1951, situé à 500 mètres au maximum du bâtiment principal; - de deux poteaux incendie conformes à la norme NFS 62-213, piqués sur une canalisation débitant au moins 60 m³/heure chacun et situés à 200 m maximum du bâtiment principal. <p>Par ailleurs, l'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un système de détection automatique d'incendie ;
<p>Constats : - L'installation ne dispose pas de système de détection automatique d'incendie.</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'exploitant s'assurera auprès de la commune de Saint-Florent-sur-Cher, de la disponibilité opérationnelle de la réserve d'eau incendie de capacité 300 m³ située à l'angle de la rue Fernand Léger et de la RN 151.
<p>Observations : L'exploitant a communiqué à l'inspection les informations relatives aux points de défense incendie, recueillies auprès de la commune de Saint-Florent-sur-Cher qui indique les caractéristiques suivantes:</p> <p>trois poteaux se trouvant dans un périmètre de 200 mètres de l'établissement</p> <p>P.I. N°5 : Carrefour rue Fernand Leger et rue René Fontaine Débit 95m³/h Débit sous 1bar de pression 45m³/H Pression totale de 1.9bar</p> <p>P.I. N°6 : Angle Etablissement G.B.C et rue René Fontaine Débit 79m³/h Débit sous 1bar de pression 45m³/H Pression totale de 1.9bar</p> <p>P.I. N°77 : Allée Pierre Gilles de Gennes Débit 90m³/h Débit sous 1bar de pression 64m³/H Pression totale de 2.2bar</p> <p>L'installation ne dispose pas de système de détection automatique d'incendie.</p> <p>La réserve d'eau de 300 m³ située à 500 mètres est également gérée par la commune de Saint-Florent-sur Cher, l'exploitant s'assurera de sa disponibilité opérationnelle.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/2006, article Art 7.7.2
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les équipements d'intervention sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. [...] Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
Constats : Pas d'observation.
Observations : L'inspecteur a constaté la tenue du registre de contrôle des équipements de défense incendie et des dispositifs d'évacuation des fumées. Les derniers contrôles ont été réalisés le 23 février 2022. Ces contrôles n'appellent pas d'observations.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Bassin de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/2006, article 7.7.6.1
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à des bassins de confinement étanches aux produits collectés et de capacités minimum de 120 m3 pour la partie DIB et 120 m3 pour la partie déchets métalliques propres, avant rejet vers le milieu naturel. La vidange suivra les principes imposés par l'Article 4,3.10. traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.
Constats : L'exploitant explicite le fonctionnement des 2 cuves de rétention de 120 m3 unitaire: - procédure de mise en charge; - procédure de vidage.
Observations : Le jour de l'inspection il n'a pas été identifié la présence des bassins de confinement. L'exploitant a transmis à l'Inspection par mail du 14 octobre 2022, les plans de situation de 2 cuves de 120 m3 unitaire situées sous le sol du local de stockage DIB et sous le sol du local de stockage des métaux. remarque: l'exploitant s'assurera du bon état de ces bassins.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Dispositions applicables aux réservoirs enterrés et aux équ...

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/2006, article 8.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, risque pollution du sol
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les réservoirs de liquides inflammables associés aux appareils de distribution sont enterrés. Article 8. 1.3.1. Dispositions applicables aux réservoirs enterrés existants et aux équipements annexes existants installés avant le 25 août 1998 Les réservoirs simple enveloppe enterrés installés suivant les dispositions en vigueur avant la date de publication de l'arrêté doivent être remplacés ou transformés conformément à l'article 8.1.4.2 au plus tard le 31 décembre 2010. [...] article 8.1.3.2. Dispositions applicables aux réservoirs enterrés et aux équipements annexes installés après le 25 août 1998 , Les réservoirs enterrés installés après le 25 août 1998 doivent être : - soit à double paroi en acier, conformes à la norme NFM 88513 ou à toute autre norme d'un Etat membre de l'Espace économique européen reconnue équivalente, munis d'un système de détection de fuite entre les deux protections qui déclenchera automatiquement une alarme optique et acoustique; - soit placés dans une fosse constituant une enceinte fermée et étanche, réalisée de manière à permettre la détection d'une éventuelle présence de liquide en point bas de la fosse; - soit conçus de façon à présenter des garanties équivalant aux dispositions précédentes en terme de double protection et de détection de fuite, [...]</p>
Constats : Les caractéristiques de l'installation de stockage de gasoil ne sont pas connues.
Observations : L'exploitant indique que l'installation de distribution de gasoil est équipée d'une cuve enterrée. Le jour de l'inspection l'exploitant n'a pas été en mesure d'identifier les caractéristiques de la cuve enterrée.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Implantation et aménagement des installations (emplacement spécial)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/2006, article 8.1.1.4
Thème(s) : Risques accidentels, exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : [...]</p> <p>De plus un emplacement spécial sera réservé pour le dépôt et la préparation : a } des objets suspects et volumes creux, non aisément identifiables, ainsi que les volumes creux, clos, ne présentant aucun dispositif d'ouverture manuelle (couvercle, etc.) en vue de leur remplissage ou de leur vidange; b) des volumes creux comportant un dispositif d'ouverture manuelle (couvercle, etc.) en vue de leur remplissage ou de leur vidange (bidons, fûts, enveloppes métalliques diverses) ainsi que les tubes de formes diverses susceptibles de contenir des produits dangereux.</p> <p>Le sol des emplacements spéciaux est imperméable et en forme de cuvette de rétention.</p>
Constats : - L'aire de stockage "emplacements spéciaux " n'est pas imperméable et ne permet pas la rétention de liquides.
Observations : la zone de stockage des volumes creux et suspects n'est pas imperméable et ne permet pas la rétention.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Implantation et aménagements des installations (état des sols)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/2006, article 8.1.1.4
Thème(s) : Risques accidentels, exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le sol des voies de circulation et de garage, des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des déchets doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage, les produits répandus accidentellement et les eaux d'extinction d'incendie éventuelles.</p> <p>Les surfaces en contact avec les résidus doivent pouvoir résister à l'abrasion et être suffisamment lisses pour éviter l'accrochage des matières.</p> <p>[...]</p>
Constats : Le sol des aires de stockage et de circulation ne sont pas étanches sur leur totalité.
Observations : Sur les zones de stockages extérieures, après la zone de stockage de transit DIB, le sol des aires de stockage et de circulation ne sont pas étanches sur leur totalité.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : nature et origine des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/2006, article Art 8.1.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les déchets admissibles sur l'établissement sont : papiers, cartons, plastiques, bois, DIB en mélange, gravats, métaux sous forme sèche et propre, batteries au plomb, câbles et fils électriques, pièces métalliques pouvant être enduites d'huile et copeaux d'usinage, Les déchets interdits sur le site sont : les ordures ménagères (déchets fermentescibles issus des ménages), les déchets liquides, les déchets industriels dangereux, les déchets présentant l'une des caractéristiques suivantes: explosif, radioactif, contaminé, les déchets d'amiante, les pneumatiques, les carcasses de véhicules hors d'usage, les produits pouvant contenir des liquides susceptibles de créer une pollution accidentelle (équipement non purgés, réservoirs...), les poudres métalliques à caractère explosif ou inflammables, les bouteilles de gaz, même présumées vides et les transformateurs contenant des PCB. [...]
Constats : Pas d'observation.
Observations : Au jour de l'inspection il n'a pas été observé sur le site la présence de déchets non autorisés par l'arrêté préfectoral. L'Inspection note que l'exploitant a ajouté sur le pont bascule un portail de détection d'objets radioactifs.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Capacité des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/2006, article 8.1.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, capacités autorisées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : La disposition d'entreposage de déchets du site sont les suivantes:</p> <p>Déchets métalliques Type de déchets; Surface de stockage maxi; Hauteur maxi des stocks; Qtté maximale sur site; Apport mensuel</p> <p>Toutes pièces métalliques non combustibles 6 000 m² (stockages extérieurs et stockages en bâtiments compris; En tas de 500 m² maximum, Séparés par des allées de 5 mètres); 4.5 m; 1 500 tonnes; 1 500 tonnes</p> <p>Déchets Industriels Banals Type de déchets; Surface de stockage maxi; Hauteur maxi des stocks; Qtté maximale sur site; Les cartons, en balle ou en vrac; Les plastiques; Les gravats; Les DIB en mélange: 540 m² (stockage en bâtiment uniquement); 5 m; 100 tonnes; Apport mensuel Les cartons, en balle ou en vrac 100 tonnes Les plastiques 50 tonnes Les gravats en bâtiment uniquement 300 tonnes Les DIB en mélange 200 tonnes</p> <p>Le bois 100 m² en stockage extérieur ; 4 m; 40 tonnes; 300 tonnes</p> <p>L'organisation et l'aménagement des stockages doit permettre de vérifier en toute circonstance le respect des capacités autorisées. L'exploitant en précisera les modalités dans un document adressé à l'Inspecteur des Installations Classées.</p>
Constats : Pas d'observation.
<p>Observations : L'inspecteur a pu vérifier le registre tenu informatiquement qui permet le contrôle des quantités de déchets présents sur le site. L'exploitant a établi les tonnages des types de déchets présents sur le site, exploités sur la période du mois de septembre. Les apports mensuels de métaux et DIB sont inférieures aux quantités autorisées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 05/10/2022, article L.513-1
Thème(s) : Situation administrative, Mise à jour des rubriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les installations qui, après avoir été régulièrement mises en service, sont soumises, en vertu d'un décret relatif à la nomenclature des installations classées, à autorisation, à enregistrement ou à déclaration peuvent continuer à fonctionner sans cette autorisation, cet enregistrement ou cette déclaration à la seule condition que l'exploitant se soit déjà fait connaître du préfet ou se fasse connaître de lui dans l'année suivant l'entrée en vigueur du décret.</p> <p>Constats : L'exploitant se positionne sur le classement de son installation au regard des rubriques de la nomenclature relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment au regard de la rubrique 2713 suite aux modifications apportées par le décret n° 2018-458 du 06/06/18.</p> <p>Observations : La rubrique 2713 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, (Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719) a été modifiée par le décret n° 2018-458 du 06/06/18, supprimant le régime de l'autorisation pour cette rubrique. L'installation ne relèverait plus que du régime de l'enregistrement pour cette rubrique. L'exploitant ne s'est pas positionné sur son classement au regard de cette modification de la nomenclature.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/2006, article 7.3.3.
Thème(s) : Risques accidentels, contrôle des installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an.</p> <p>Constats : Pas d'observations.</p> <p>Observations : Le contrôle de l'installation électrique a été effectué le 28 mars 2022. Le certificat Q18 établi suite à ce contrôle indique que l'installation ne présente pas de risque d'incendie ou d'explosion.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet